

TABLE DES MATIÈRES

Abréviations, sigles et acronymes	VII
Avant-propos par Claude BLUMANN et Fabrice PICOD	XIII
Sommaire	XV

ÉTUDES

Les dix ans de la directive « services » ou les apories du marché intérieur par Sébastien ADALID	3
I. Un renforcement	6
A. Le renforcement de la Cour.....	6
B. Le renforcement de la Commission.....	9
II. Une rénovation.....	14
A. Une rénovation contentieuse.....	14
B. Une rénovation procédurale	17
La protection équivalente des droits fondamentaux dans l'ordre juridique de l'Union européenne par Abdelkhaleq BERRAMDANE.....	21
I. L'insaisissable protection équivalente	26
A. Une notion ambiguë.....	26
B. Des fondements multiples	29
II. La généralisation de la protection équivalente	32
A. Une application généralisée	32
B. Une application neutralisée.....	39

Retour critique sur la liberté économique dans la jurisprudence de la Cour de justice

par Éric CARPANO.....	45
I. La « liberté économique » : de quoi parle-t-on ?	50
II. Constitution économique et liberté économique : l'expérience américaine en perspective	52
A. L'anti-modèle américain de l'ère Lochner : le <i>economic due process</i> ...	53
B. Au-delà du <i>economic due process</i> : la régulation du commerce entre les États fédérés.....	56
III. La fondamentalisation d'un ordre libéral en question dans l'Union européenne	59
A. Le principe d'une économie de marché et d'une concurrence libre.....	61
B. Le principe de la liberté d'entreprise	62
IV. La prédominance d'une approche libérale de l'entrave à la libre circulation	68
A. L'extension de la notion d'entrave	69
B. La réduction du champ des situations internes	76
V. La <i>race to the bottom</i> ou les forces dérégulatrice de la concurrence normative	79
VI. Conclusion.....	83

Les conséquences du Brexit sur le régime linguistique de l'Union européenne

par Isabelle PINGEL.....	85
I. Se saisir du Brexit	86
A. Les faits et les chiffres	87
B. Seulement les faits et les chiffres	89
II. Optimiser le Brexit.....	91
A. Pas d'exclusion de l'anglais	92

ACTES DE L'ATELIER DOCTORAL

La sécurité d'approvisionnement énergétique : une contribution contrastée à l'identification d'un droit de la régulation des flux par Thomas DESTAILLEUR	97
 I. La reconnaissance d'un encadrement national de la sécurité d'approvisionnement	106
A. Une délimitation du domaine par l'intégration négative.....	106
B. Une délimitation inadaptée à l'interdépendance des marchés énergétiques	108
II. Une appropriation européenne de la sécurité d'approvisionnement	110
A. Un cadrage interne <i>a minima</i>	110
B. Une absence de cadrage externe	114
III. Une adéquation relative entre moyens et buts de la sécurité d'approvisionnement	117
A. Une diversité des instruments internes	117
B. Une fragilité des instruments externes.....	121
 Souveraineté et marché intérieur à l'aune d'une union de l'énergie par Claire DAGOT	127
 I. Une articulation conflictuelle du marché intérieur	129
A. L'ouverture du marché à la concurrence.....	129
B. Une dimension nationale omniprésente.....	133
II. Vers un renouveau du marché par l'union de l'énergie ?	136
A. Une modernisation sur l'ensemble du marché.....	137
B. Un quatrième paquet énergétique	139
 L'Union des marchés capitaux par Gaëlle HARDY	145
 I. Une intégration renouvelée des marchés de capitaux en Europe : une rupture dans la continuité	148
A. Un nouvel élan dans la construction d'un marché unique de capitaux	148
B. Une méthode adaptée aux particularismes des marchés financiers...	151

II. Une intégration incomplète des marchés de capitaux en Europe : une union à parachever	153
A. Une absence de dimension institutionnelle problématique	153
B. Un modèle de financement intrinsèquement risqué	155
 Les contrôles de capitaux : un défi pour l'union monétaire par Amalia MITSELOU et Georgios NAZIROGLOU	157
I. Une participation effective des organes de l'Union européenne à l'instauration des contrôles de capitaux	160
A. L'État membre de la zone euro comme gardien exclusif de son « ordre public »	161
B. Une absence critiquable de coordination des économies nationales..	165
II. Une appropriation discrète de la compétence économique par la Banque centrale européenne.....	168
A. La confirmation de la distinction des compétences par les faits.....	168
B. Un cloisonnement apparent des compétences économique et monétaire	173
 La libre circulation des personnes et le « tourisme social » par Andréa KRACHLER	179
I. L'acquis communautaire en droit social	181
A. La libre circulation des personnes et la citoyenneté européenne comme fondement d'une solidarité européenne.....	181
B. La jurisprudence de la Cour en matière de prestations sociales – une (ré)évolution jurisprudentielle ?.....	186
II. La persistance de divergences profondes en Allemagne.....	194
A. Une juridiction sociale allemande fortement divisée.....	194
B. Un débat ouvert entre doctrine, politique et médias	198

La frontière comme dispositif de sécurité multiscalaire par Chloé PEYRONNET	205
I. Introduction.....	205
A. La régulation des flux dans l'Union	205
B. La régulation des flux de personnes dans l'Union	208
II. La frontière normative, instrument de standardisation des personnes	211
A. L'existence juridique d'un standard de l'étranger compatible	211
B. La nature économique du standard de l'étranger compatible	214
III. La frontière technologique et opérationnelle, instrument de neutralisation des droits et libertés fondamentaux.....	218
A. La neutralisation des voies de droit par l'anticipation sélective des flux de personnes	218
B. La neutralisation des droits et libertés fondamentaux par la discipline des États membres	223
 La lutte contre les flux de combattants terroristes étrangers sous le prisme du droit de l'Union européenne par Félix ARTUS	 229
I. L'incrimination des flux de combattants terroristes étrangers par le droit de l'Union européenne.....	232
A. De la norme internationale à sa mise en œuvre conventionnelle.....	233
B. La définition d'infractions communes par la directive relative à la lutte contre le terrorisme	243
II. Neutraliser les flux de combattants terroristes étrangers aux frontières de l'Union européenne.....	255
A. L'identification commune des flux de combattants terroristes étrangers.....	255
B. Le renforcement des contrôles sur les flux de personnes aux frontières	261

Les échanges d'informations : un instrument de régulation aux prises avec la protection des données personnelles par Séverine TAISNE	267
I. Le renforcement des échanges d'informations, élément moteur de l'affermissement de la protection des données personnelles dans l'Union européenne.....	270
A. Le renforcement des échanges d'informations : un risque accru d'atteinte à la protection des données personnelles	271
B. L'amélioration de la protection législative des données personnelles dans l'Union européenne : élément nécessaire au renforcement des échanges d'informations	274
II. Le droit à la protection des données personnelles, obstacle éventuel au renforcement des échanges d'informations.....	276
A. Une violation potentielle de la protection des données personnelles par les nouveaux mécanismes d'échanges d'informations	277
B. La Cour de justice, gardienne rigoureuse de la protection des données personnelles.....	280
 La régulation des flux dans l'Union européenne : Les perspectives et l'impact de la communication « cinéma » de 2013 par Nele TOFAUTE	285
I. L'évolution des critères de la communication « cinéma »	287
A. La nécessité du renouvellement de l'ancienne communication « cinéma » de 2001	287
B. Les critères modifiés de la communication « cinéma » de 2013 et leur impact sur le flux	290
II. L'influence de la communication « cinéma » de 2013 sur le flux	296
A. Critiques quant aux dispositions concrètes	297
B. Conclusion.....	309

CHRONIQUES**Parlement européen**

sous la responsabilité de Eleftheria NEFRAMI	315
I. Vie institutionnelle	315
A. Mieux légiférer	316
B. Priorités stratégiques du programme de la Commission pour 2017 ..	318
C. Principe de transparence.....	320
D. Activités budgétaires	322
E. Questions concernant certains États membres de l'Union	325
F. Décisions sur les nouvelles nominations à la Cour des Comptes et à la Commission	327
G. Activité législative	327
II. Citoyenneté, non-discrimination et droits fondamentaux dans l'Union européenne.....	328
A. Citoyenneté européenne	328
B. Non-discrimination	331
C. Droits fondamentaux dans l'Union européenne	333
III. Politiques et actions internes	334
A. Libertés de circulation et marché intérieur	334
B. Espace de liberté, de sécurité et de justice	337
C. Environnement	348
D. Politique de concurrence	349
E. Politique économique et monétaire	350
F. Politiques sectorielles	351
IV. Action extérieure	363
A. Diplomatie, maintien de la paix, promotion du respect des droits de l'homme	363
B. Commerce international et accords commerciaux.....	368
C. Accords internationaux	371
D. Élargissement	373
E. Politique de défense	374

Conseil européen et Conseil de l'Union sous la responsabilité de Rostane MEHDI	377
I. Programmes des présidences.....	378
A. La présidence néerlandaise : une approche pragmatique dans une Europe proche de l'implosion.....	378
B. La présidence slovaque : l'adaptation du programme aux contraintes de l'actualité	381
II. Impulsion et conduite des politiques de l'Union	383
A. L'action économique et sociale.....	383
B. La politique commerciale commune face à la montée des protectionnismes.....	389
C. Les Conseils et la politique intégrée énergie-climat	394
D. L'action dans le domaine sécuritaire : l'identification de la menace et le renforcement de la réponse	401
E. Action extérieure de l'Union	408
III. Les Conseils face à l'éventuelle reconfiguration de l'intégration européenne.....	414
A. Une gestion pragmatique de la crise du Brexit.....	414
B. Une recherche d'efficacité au prix d'une segmentation de l'action en matière migratoire	420
C. La montée en puissance du groupe de Visegrád.....	426
 Commission européenne sous la direction de Claude BLUMANN.....	 435
I. Statut des commissaires européens à la lumière de quelques affaires récentes	436
A. Le devoir d'indépendance	437
B. Conflits d'intérêt, honnêteté et délicatesse	440
C. Le code de conduite des commissaires.....	442
D. Examen de quelques cas individuels	445
II. Les initiatives de la Commission européenne en 2016 et l'accord interinstitutionnel « Mieux légiférer » ou comment faire plus (d'Europe et d'Union) avec moins (de ressources et bientôt d'États membres...) ?	449
A. Plus d'Europe : des propositions concrètes au service des citoyens ..	452
B. Plus d'Union : une législation renforcée.....	465

III. La fonction d'exécution-délégation	477
A. Les précisions jurisprudentielles.....	477
B. Les actes délégués et d'exécution adoptés en 2016 : un aperçu	483
C. Les compétences d'exécution en matière de mesures restrictives.....	489

Contentieux devant la cour de justice de l'Union européenne

par Brunessen BERTRAND	493
I. La réforme de la juridiction de l'Union	493
A. Suppression du Tribunal de la fonction publique	493
B. Nouveaux juges au tribunal	493
C. La nouvelle structure du Tribunal de l'Union	494
II. Recours en carence	495
III. Recours en annulation.....	496
A. Qualité pour agir.....	496
B. Actes attaquables.....	499
IV. Exception d'illégalité	503
V. Recours en responsabilité de l'Union	504
VI. Renvoi préjudiciel.....	505
A. Obligation de modifier une jurisprudence bien établie	506
B. Conditions du maintien provisoire par le juge national d'un acte national contraire au droit de l'Union.....	508
C. Office européen du juge national et invocabilité des directives	510
D. Principes d'équivalence et d'effectivité	512
VII. Recours en manquement.....	513
A. Manquement	513
B. Manquement sur manquement.....	514
C. Contentieux de la contestation de l'astreinte	516

Droits fondamentaux

sous la direction de Romain TINIÈRE	517
I. Coopération judiciaire en matière pénale et protection des droits fondamentaux : comment faire confiance aux États membres qui se font confiance, mais pas trop	518
II. La protection des données à caractère personnel dans l'Union européenne en 2016 : entre évolution et interrogations	527

III. Le contrôle non juridictionnel des droits fondamentaux dans l'Union : première application du nouveau cadre pour renforcer l'État de droit	530
IV. La protection des droits fondamentaux aux « frontières » du droit et de l'Union européenne.....	534
A. La portée de la Charte dans le cadre des accords internationaux conclus par l'Union	534
B. La portée de la Charte dans le cadre du Mécanisme européen de stabilité.....	536
C. La protection des droits fondamentaux aux frontières extérieures de l'Union et au-delà	537
 Espace de liberté, de sécurité et de justice	
sous la responsabilité de Henri LABAYLE	541
 I. Les politiques communes	541
A. La politique commune de contrôle aux frontières	541
B. La politique commune d'asile.....	548
C. La politique commune d'immigration	561
II. La coopération judiciaire civile	565
A. Les modifications législatives dans le domaine de la coopération judiciaire en matière civile.....	565
B. Les interprétations jurisprudentielles dans le domaine de la coopération judiciaire en matière civile.....	567
III. La coopération judiciaire pénale.....	570
A. Rapport annuel d'Eurojust pour l'année 2015.....	570
B. Un renforcement des droits procéduraux des suspects et personnes poursuivies dans le cadre des procédures pénales	573
C. Le contentieux en matière de coopération judiciaire pénale.....	576
IV. La coopération policière et opérationnelle.....	586
A. L'optimisation des instruments existants	586
B. La création de nouveaux instruments antiterroristes	589
C. La protection des données.....	590

Association, Partenariat et Coopération sous la responsabilité de Cécile RAPOPORT.....	601
L'accord de partenariat stratégique euro-canadien	603
I. Une coopération véritablement « partenariale »	605
II. L'encadrement et l'unification des relations préexistantes	609
III. Une traduction restrictive du schéma de double-accord lié	610
La coopération UE-Turquie relative à la crise migratoire : les déclarations conjointes « UE-Turquie » révélatrices des lacunes du droit de l'action extérieure de l'Union	614
I. Le contenu diversifié mais partiellement contesté de la coopération UE-Turquie	617
A. Des axes de coopération multiples permettant une appréhension globale de la crise migratoire par les partenaires.....	617
B. Un axe de coopération susceptible de porter atteinte aux droits fondamentaux des migrants : le mécanisme « un pour un ».....	620
II. La formalisation atypique de la coopération UE/Turquie	624
A. Une formalisation impropre à concrétiser un engagement conventionnel de l'Union	625
B. Une formalisation affaiblissant la préservation effective des principes de l'Union de droit	631
Les partenariats pour la mobilité, instruments du développement de la coopération entre l'Union et ses partenaires dans le domaine migratoire	633
I. Le partenariat pour la mobilité, un instrument supplémentaire de l'action extérieure de l'Union européenne	637
A. Un instrument volontairement souple	637
B. Un instrument complémentaire des autres instruments existants de l'action extérieure	641

II. Le partenariat pour la mobilité, un instrument concrétisant l'approche globale de l'Union européenne en matière de migration	645
A. Un instrument visant une approche multidimensionnelle des questions migratoires	645
B. Un instrument visant la concrétisation d'initiatives diversifiées	648
 Politique commerciale commune	
sous la responsabilité de Christine KADDOUS.....	653
 I. Union douanière	653
A. Calcul de la valeur d'une marchandise en cas de lien familial entre le vendeur et l'acheteur	654
B. Notion d'« assortiment de marchandises » dans le Code des douanes	655
C. Application des dispositions du Code des douanes et du système de préférences généralisées	656
D. Interprétation du régime de perfectionnement passif	659
E. Définition de l'usage commercial d'un moyen de transport.....	660
F. Application effective du Code des douanes de l'Union et modification du régime de transit commun	661
G. Importations d'oiseaux sauvages et responsabilité non contractuelle de l'Union	662
H. Mesures d'urgence pour favoriser les exportations de certains pays tiers vers l'Union européenne	663
II. Mesures antidumping et antisubventions et contrôle exercé par la Cour de justice	664
A. Nouvelle réglementation en matière antidumping et antisubventions et nouvelle proposition de modification par la Commission européenne en la matière.....	665
B. Contrôle de la légalité des règles du droit de l'Union au regard des accords OMC et des rapports émis par l'ORD et interprétation du Code des douanes.....	666
C. Interprétation de notions clés en matière d'antidumping et étendue du contrôle juridictionnel.....	670
III. Accords conclus par l'Union européenne avec divers partenaires	672
A. Relations avec le Canada : le CETA : un parcours semé d'obstacles..	672
B. Relations avec les États-Unis : les négociations sur le TTIP n'avancent guère... et pourraient même être bloquées.....	678
C. Relations avec le Mexique : négociations en cours.....	679

D. Relations avec le Vietnam: les accords de 2012 et 2016.....	679
E. Relations avec l'Ukraine : l'accord d'association et le référendum néerlandais	680
F. Les accords euro-méditerranéens avec la Tunisie et le Liban et l'interprétation des dispositions en matière de libre circulation des capitaux.....	682
G. Relations avec les pays d'Afrique : Cotonou et les accords de partenariat économique	684
H. Relations avec l'Équateur.....	685
I. Relations avec Cuba : ouverture politique et économique	686
IV. L'Union européenne au sein de l'OMC	686
A. L'OMC, un multilatéralisme en veille ?.....	687
B. L'Union européenne mise en cause dans plusieurs différends	688
C. L'Union européenne, partie plaignante à l'OMC	691
V. Relations entre l'Union européenne et la Chine.....	694
A. Éléments pour une nouvelle stratégie de l'Union européenne à l'égard de la Chine : la communication conjointe du 22 juin 2016.....	694
B. Accord global sur les investissements : négociations en cours	696
C. Questions relatives à l'antidumping et au statut d'économie de marché	697
VI. La réglementation commerciale relative aux produits du tabac	699
A. La nouvelle directive sur les produits de tabac est validée	699
B. La lutte contre le commerce illicite des produits du tabac franchit un nouveau cap.....	704
 Libre circulation des marchandises	
par Claude BLUMANN	707
I. La qualification de mesures d'effet équivalent	709
A. Les mesures d'effet équivalent à l'importation.....	710
B. Les mesures d'effet équivalent à l'exportation	719
II. Les justifications aux mesures d'effet équivalent.....	722
A. Stabilisation des critères de validité des justifications	723
B. Persistance de zones grises	728

Libre circulation des capitaux

par Flora SICARD	735
I. Champ d'application de la libre circulation des capitaux	735
A. Notion de capitaux	736
B. Échanges visés	737
C. Délimitation au regard des autres libertés.....	739
II. Régime de la libre circulation des capitaux	741
A. Restrictions interdites.....	741
B. Justifications admises.....	747
C. Exceptions et mécanismes spécifiquement applicables aux échanges avec les États tiers : clause de gel.....	749

Droits des aides d'État

par Michaël KARPENSCHIF	753
I. La notion d'aide d'État	753
A. La qualification « d'entreprise »	754
B. Le critère de l'origine des ressources.....	755
C. Le critère de sélectivité	759
D. Le critère de « l'affectation du commerce intracommunautaire »	764
E. Le critère de l'avantage.....	766
II. L'examen de compatibilité	779
A. Attribution de l'aide	779
B. Faiblesse des droits reconnus aux entreprises	780
C. Droits et obligations du juge national dans le contrôle des aides d'État.....	781
III. La récupération des aides	784
A. Impossibilité absolue de procéder au remboursement des aides déclarées incompatibles	784
B. Le remboursement des sommes acquittées.....	786
C. Récupération des aides illégales déclarées compatibles	787

Contrats publics

par Anémone CARTIER-BRESSON et Delphine DERO-BUGNY.....	791
I. Champ d'application du droit européen des contrats publics.....	792
A. Notion de marché public.....	792
B. Transfert de compétences	794
C. Conventions d'occupation domaniale	796
II. Passation des contrats publics.....	798
A. Attribution directe d'un marché à un service bénévole de transport sanitaire.....	798
B. Changement de la composition d'un groupement candidat en cours de procédure.....	800
C. Recours d'un candidat aux capacités d'un autre opérateur	801
D. Méthode d'évaluation des critères	803
III. Exécution des contrats publics.....	804
IV. Recours en matière de contrats publics	806

Politique agricole commune

par Marc BLANQUET	811
I. Cadre général de la PAC.....	811
A. Cadre interne.....	811
B. Cadre international	816
C. Cadre financier.....	821
II. Mesures relatives aux marchés agricoles	823
A. Plans d'urgence.....	824
III. Développement rural.....	830
IV. « 3 ^e pilier » de la PAC : qualité des produits, santé et sécurité alimentaire	832
A. Qualité des produits agricoles : agriculture biologique	832
B. Promotion des produits agricoles.....	834
C. Alimentation saine	835
D. Sécurité sanitaire et alimentaire.....	837
E. Santé et bien-être animal	842

Transports

sous la responsabilité de Loïc GRARD	845
I. Transports de surfaces	848
A. Le ferroviaire	848
B. Le routier	852
II. Transport aérien	856
A. Sécurité aérienne	859
B. Navigation aérienne	860
C. Aides d'État	861
D. Droits des passagers et relations contractuelles avec les transporteurs	863

Protection de l'environnement

par Ludwig KRÄMER	867
I. Questions horizontales	867
A. Le programme de travail de la Commission européenne pour 2017..	867
B. Le développement durable	868
C. Le programme nucléaire	868
D. Le changement climatique	869
E. L'accès à la justice en matière d'environnement	875
II. Les secteurs de l'environnement	877
A. Biodiversité et protection de la nature	877
B. Produits	879
C. Les eaux	884
D. La pollution de l'air et le bruit	888
E. Les déchets	890

Droit de la consommation

par Hans-Wolfgang MICKLITZ	893
I. Protection des données à caractère personnel	893
II. REFIT du droit de la consommation	896
III. Le marché unique du numérique	897
A. Les développements législatifs actuels	898
B. Nouvelles propositions	901

IV. Jurisprudence	905
A. CJUE, 14 avril 2016, <i>Sales Sinués</i> , aff. C-381/14.....	905
B. CJUE, 28 juillet 2016, <i>Verein für Konsumenten-information c/Amazon EU Srl</i> , aff. C-191/15	907
C. CJUE, 7 septembre 2016, <i>Deroo-Blanquart</i> , aff. C-310/15	908
D. CJUE, 9 novembre 2016, <i>Wathelet</i> , aff. C-149/15	909
E. CJUE, 21 décembre 2016, <i>Francisco Gutiérrez Naranjo</i> , aff. jtes C-154/15, C-307/15 et C-308/15	910
F. CJUE, 21 décembre 2016, <i>Biuro podróży Partner</i> , aff. C-119/15	912

Énergie

par Claire VIAL et Vincent BOUHIER.....	915
I. Le fonctionnement du marché intérieur.....	919
A. Un marché sécurisé	921
B. Un marché concurrentiel.....	925
C. Un marché interconnecté	932
II. La protection de l'environnement.....	937
A. La promotion de l'efficacité énergétique.....	938
B. Le développement des énergies renouvelables	940
C. La réduction des émissions de gaz à effet de serre.....	941
III. La coopération internationale et les échanges commerciaux	951

Santé publique

par Nathalie DE GROVE-VALDEYRON.....	955
I. Domaines d'action prioritaires du programme de santé publique.....	956
A. Promouvoir la santé, prévenir les maladies et œuvrer à la création de conditions favorables à des modes de vie sains.....	956
B. Protéger les citoyens contre les menaces sanitaires transfrontières graves.....	964
C. Contribuer à la mise en place de systèmes de santé innovants efficaces et viables.....	965
D. Faciliter l'accès des citoyens à des soins plus sûrs et de meilleure qualité.....	967
II. Aspects contentieux.....	970
A. Contentieux pharmaceutique	971
B. Contentieux dans le domaine de la santé	974

Politique de cohésion, économique sociale et territoriale

par Stéphane DE LA ROSA..... 979

I. La politique de cohésion, instrument de la politique d'investissement de l'Union..... 980

A. La reconduction du Fonds européen pour les investissements stratégiques 980

B. L'imbrication de la politique de cohésion avec les objectifs économiques de l'Union 983

II. Le contentieux de la politique de cohésion..... 984

A. L'encadrement des corrections financières..... 985

B. La délimitation du périmètre de la politique de cohésion..... 987

Union économique et monétaire

sous la responsabilité de Francesco MARTUCCI..... 991

I. Le cadre de politique monétaire 991

A. L'enfermement stratégique 992

B. La confusion des objectifs..... 994

C. L'inversion du policy-mix 996

II. La gouvernance économique 998

A. Le semestre européen 2016..... 998

B. Le programme d'ajustement économique de la Grèce en 2016 1001

III. La stabilité financière..... 1003

A. Routine textuelle 1004

B. Progression jurisprudentielle 1008

Droit international privé

sous la responsabilité de Sabine CORNELOUP..... 1019

I. Matière civile et commerciale 1021

A. Procédure civile européenne 1021

B. Conflit de lois 1062

C. Réseau judiciaire européen..... 1076

II. Insolvabilité..... 1078**III. Données personnelles..... 1084**

IV. Matière matrimoniale et responsabilité parentale.....	1095
A. Jurisprudence de la Cour de justice	1095
B. Proposition de refonte du règlement	1100
V. Régimes matrimoniaux et effets patrimoniaux des partenariats enregistrés.....	1101
A. Perspective institutionnelle	1102
B. Perspective matérielle	1105
VI. État civil	1107
A. Règlement portant sur la reconnaissance des documents publics...	1108
B. Jurisprudence de la Cour de justice	1111

Finances

par Anne-Marie TOURNEPICHE	1115
I. L'évolution du contexte pluriannuel 2014-2020	1116
A. La révision à mi-parcours du CFP	1116
B. La poursuite de la réflexion sur la réforme des ressources propres ...	1118
C. Les conséquences du Brexit sur le budget de l'Union européenne...	1119
II. L'adoption du budget annuel pour 2017	1121
A. Des priorités politiques clairement déterminées.....	1121
B. Le déroulement de la procédure budgétaire annuelle.....	1122
C. Une « crise des paiements » résolue (provisoirement ?).....	1124

CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE 2016

sous la responsabilité de Fabrice PICOD	1127
I. Recueils de textes et de jurisprudence	1127
II. Traités et manuels	1130
III. Thèses	1144
IV. Monographies.....	1157
V. Ouvrages collectifs.....	1163
VI. Mélanges et recueil d'études.....	1198

REVUE DES REVUES

sous la responsabilité de Fabrice PICOD

coordinatrices Mihaela ILIEVA et Lucia KODRIKOVA..... 1203

I. Traités constitutifs et nouveaux traités.....	1207
II. Droit institutionnel.....	1208
III. Droits nationaux et droits européens.....	1217
IV. Adhésion et retrait.....	1227
V. Droits fondamentaux.....	1230
VI. Citoyenneté européenne.....	1241
VII. Contentieux.....	1241
VIII. Relations extérieures.....	1249
IX. Espace de liberté, de sécurité et de justice.....	1256
X. Libertés de circulation.....	1265
XI. Fiscalité et douanes.....	1268
XII. Concurrence.....	1273
XIII. Actions et politiques communes.....	1281
XIV. Propriété intellectuelle.....	1285
XV. Droit international privé européen.....	1287
Index des noms de personnes.....	1293
Index thématique.....	1301
Index de jurisprudence.....	1315